Document généré le 5 juil. 2025 21:36

Revue d'histoire de l'Amérique française

ARANGUIZ, Marcela, *Vagabonds et sans abris à Montréal : perception et prise en charge de l'errance, 1840-1925* (Montréal, RCHTQ, coll. « Études et documents du RCHTQ », n° 12, 2000), 90 p.

Mary Ann Poutanen

Volume 55, numéro 4, printemps 2002

URI : https://id.erudit.org/iderudit/010443ar
DOI : https://doi.org/10.7202/010443ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Poutanen, M. A. (2002). Compte rendu de [ARANGUIZ, Marcela, *Vagabonds et sans abris à Montréal : perception et prise en charge de l'errance, 1840-1925* (Montréal, RCHTQ, coll. « Études et documents du RCHTQ », n° 12, 2000), 90 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *55*(4), 603–606. https://doi.org/10.7202/010443ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

COMPTES RENDUS

ARANGUIZ, Marcela, *Vagabonds et sans abris à Montréal : perception et prise en charge de l'errance, 1840-1925* (Montréal, RCHTQ, coll. « Études et documents du RCHTQ », n° 12, 2000), 90 p.

La publication, dans la collection « Études et documents » de la RCHTQ, du mémoire de maîtrise de Marcela Aranguiz constitue un apport important à l'histoire du Québec, notamment parce que le vagabondage ne figure guère dans l'historiographie québécoise. Il est particulièrement remarquable, en effet, que les historiens se soient à peine intéressés à ce phénomène qui a pourtant retenu l'attention des réformateurs sociaux tout au long du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Sérieuse et bien écrite, cette étude relate l'évolution de la perception du vagabondage entretenue par les élites montréalaises, de même que ses conséquences sur la vie des hommes qui fréquentaient, vers le milieu du XIXe siècle, des institutions telles que la maison d'industrie, la prison, les postes de police, la Montreal Protestant House of Industry and Refuge et autres asiles de nuit, ainsi que le Refuge Meurling, institution municipale du début du XXe siècle. Aranguiz montre comment, en l'espace de quatre-vingt-cinq ans, l'image du vagabond se transforma, passant de celle d'un être immoral à celle d'un simple chômeur. Elle associe ces changements de perception aux transformations démographiques, sociales et économiques que vivait Montréal à cette époque.

L'étude est divisée en quatre chapitres dont les deux premiers, basés sur des sources secondaires, proposent une chronologie des principales réformes touchant le vagabondage depuis la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'à l'établissement, en 1914, du Refuge Meurling, première ins-

titution municipale de ce type. Au chapitre 3, l'auteure fait état de l'engagement croissant des autorités municipales dans les soins et services offerts aux vagabonds. Bien qu'elle soutienne que le mouvement réformiste amena à confier la responsabilité des sans-abri aux instances municipales au début du XXe siècle, celles-ci s'occupaient déjà depuis fort longtemps de réglementer le vagabondage. Dès les années 1840, le conseil municipal avait retiré aux juges de paix, pour l'assumer lui-même, la responsabilité d'instituer les règlements de la police municipale. Dans son dernier et sans doute meilleur chapitre, Aranguiz propose une étude du Refuge Meurling basée sur des sources primaires. Elle y tient compte des événements politiques et sociaux de première importance, comme la Première Guerre mondiale et la crise économique du début des années 1920. Aranguiz s'intéresse au fonctionnement de Meurling durant sa première décennie, particulièrement à sa mission et au code de conduite correspondant, à leur changement au fil du temps, aux caractéristiques démographiques des hommes qui le fréquentaient et à leur manière d'infléchir les règlements selon leurs besoins ou d'éviter de se retrouver au refuge en recourant aux services d'autres institutions.

Critique du modèle de contrôle social utilisé par les historiens nord-américains du vagabondage, modèle qui présuppose la passivité des demandeurs d'asile, Aranguiz entreprend d'explorer les relations entre institutions montréalaises et sans-abri. Elle renvoie aux travaux de Michael Katz et de Bettina Bradbury qui montrent, tous deux, la capacité des classes populaires à adapter et à intégrer à leurs stratégies de survie les services offerts par les pouvoirs publics. Elle soutient que les institutions atteignaient rarement leurs objectifs, car les vagabonds réagissaient aux institutions et les utilisaient aux fins de leur propre survie, dévoyant ainsi leurs objectifs initiaux. Paradoxalement, le recours de l'auteure à des dossiers institutionnels — spécialement ceux des directeurs d'institutions -, à des articles de journaux et à divers dossiers juridiques et municipaux, afin de comprendre le vagabondage, l'amène à se concentrer sur le point de vue des élites. Cela tient, en partie, à la nature des documents consultés et à l'utilisation apparemment peu critique qu'elle en a faite. S'il est vrai qu'Aranguiz n'entendait probablement pas mettre un tel accent sur les élites montréalaises, aux dépens des autres classes sociales, sans une analyse objective des sources, elle en arrive à accorder beaucoup moins d'attention, comparativement, à l'opposition des classes populaires à l'augmentation de la réglementation étatique concernant ce qu'on estimait être de nature privée — conséquence d'une idéologie bourgeoise fondée

sur la discipline, le travail et la tempérance — et à la résistance de la classe ouvrière aux effets du capitalisme sur les relations de travail. Cette approche « de haut en bas » assigne à « l'agir des hommes » un rôle secondaire. Nous en savons davantage sur ce que les réformateurs pensaient des sans-abri que sur ces derniers et sur leurs activités.

Nous ne savons pas précisément qui étaient ces élites. Les mots « réformateur » et « élite » sont-ils ici équivalents ? Les élites ne tenaient-elles qu'un seul discours sur les vagabonds ou présentaient-elles des opinions divergentes ? De même, qui étaient ces sans-abri ? Puisque de nombreux comportements tombaient sous la rubrique « vagabondage » et que le mot « vagabond » était notamment d'acception juridique — ce qui rendait l'individu ainsi défini sujet à intervention et à réglementation de l'État — devons-nous en conclure que ces hommes étaient tous des clochards et des vieillards ? Il importe, en outre, d'étudier plus avant la relation entre les autorités judiciaires et les sans-abri, de même que l'évolution, au fil du temps, des distinctions et des pratiques juridiques. L'étude couvrant d'abord les années 1840, celles qui suivirent immédiatement la Rébellion, la crainte de la révolution colora profondément la perception qu'avait l'État des vagabonds. Ils furent sujets à une réglementation de plus en plus abondante : la police arrêtait les vagabonds pour ivresse publique, comportement agressif, fréquentation de bordels, association avec prostituées et errance, mais les inculpait tous de vagabondage. C'est qu'à cette époque, le chômeur représentait bien davantage qu'un rejet de la nouvelle idéologie bourgeoise ; il menaçait aussi l'ordre public et incarnait une possible révolution. Déceler, comme a tenté de le faire Aranguiz, les « voix » des vagabonds dans ces sources institutionnelles, est une tâche nettement éprouvante.

Les historiens sociaux savent trop bien la difficulté de trouver les « voix » de ceux qu'on a relégués aux marges de la société. Ce voix se trouvent trop souvent noyées, dans les archives de l'histoire, dans le discours de ceux qui ont voulu les réglementer. Il est donc essentiel, dans une étude de cette nature, de comprendre les relations complexes entre vagabonds et ceux qui leur procuraient une aide institutionnelle, de comprendre comment les sans-abri ont, tout à la fois, résisté à l'empiètement de l'État dans leur vie et utilisé à leur profit les institutions créées pour leur venir en aide. Considérons, par exemple, le fait qu'ils préféraient passer la nuit au poste de police plutôt qu'au Refuge Meurling. Ce fait témoignait des rapports subtils établis entre la police et les vagabonds. Non seulement les uns et les autres partageaient-ils l'espace public mais les policiers étaient habitués depuis longtemps à procéder à l'arrestation de sans-abri qui,

autrement, auraient péri de malnutrition, d'hypothermie et de maladie. Cette proximité sociale du policier et du sans-abri se compliquait du fait de la situation ambiguë du premier en tant qu'agent de l'État. Je ne sous-entends pas que Aranguiz échoue à expliciter les choix effectués par les sans-abri. Au contraire, certains exemples, proposés ici ou là, montrent l'auteure plus assurée dans ses affirmations, particulièrement quant au Refuge Meurling. Ce sont de tels passages qui constituent d'ailleurs son plus important apport à l'histoire de l'itinérance.

L'étude de Marcela Aranguiz constitue un apport important à un domaine passablement négligé de l'historiographie québécoise. Une exploration de l'itinérance masculine ouvre une fenêtre sur l'intrusion croissante de l'État dans la vie privée des citoyens, la réglementation de l'espace public et la résistance à l'imposition de l'idéologie bourgeoise. Son travail permet de saisir avec plus de clarté la chronologie des changements survenus au cours des XIXe et XXe siècles dans la perception qu'avaient les élites des vagabonds et dans la réglementation correspondante. Si les notions de classe sociale, d'ethnie et de genre sont abordées, il importe d'explorer davantage chacune d'entre elles afin de saisir à la fois la complexité des relations entre sans-abri, réformateurs et l'État, d'une part, et leur comportement d'autre part. L'étude n'est pas suffisamment centrée : ce qui devrait être périphérique devient central et ce qui devrait être central—l'établissement du Refuge Meurling — apparaît comme un élément ajouté après coup. Bien que l'auteure se fasse critique du modèle du contrôle social et aborde l'itinérance en tenant compte de la régulation sociale, son recours au discours des élites domine l'analyse et relègue au silence — ou au murmure — les « voix » des vagabonds. Néanmoins, Aranguiz dresse un portrait réfléchi et souvent sensible de l'itinérance masculine à Montréal.

MARY ANN POUTANEN
Département d'histoire
Université McGill

Traduction, Pierre R. Desrosiers

AUDET, Bernard, *Se nourrir au quotidien en Nouvelle-France* (Québec, Les Éditions GID, 2001), 367 p.

Que mangeait-on en Nouvelle-France ? Quelles étaient les manières de table de nos ancêtres ? Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles l'ethnohistorien Bernard Audet s'est plu à répondre dans un ouvrage paru